Le ministère de l'Éducation Nationale expert en prescription de « bullshit job »

Suite au piratage, cet été, des outils numériques de l'Éducation Nationale, qui a particulièrement touché l'académie de Toulouse, les opérations concernant les évaluations nationales ont dû être repoussées dans notre académie. **Dans le Tarn, les enseignant·es des écoles ont reçu la consigne, pendant les vacances d'automne, de faire remonter les résultats des évaluations nationales passées début septembre avant le vendredi 20 novembre** (fermeture du portail de saisie le 28 novembre).

La FSU-SNUipp 81 avait d'ailleurs écrit à la DASEN dès le mardi de la rentrée (le 3 novembre) pour dénoncer l'**inutilité de cette saisie** et **exiger que les collègues soient libres de saisir ou non ces évaluations** selon leurs propres besoins pédagogiques.

Or, ce **mercredi 18 novembre**, **le ministre Geffray présentait les résultats de ces évaluations** en précisant que ceux de l'académie de Toulouse n'ont pas été intégrés aux statistiques en raison des conséquences de la cyberattaque.

Dans ces conditions, quel est donc l'utilité des remontées exigées par le ministère aux enseignant·es de l'académie de Toulouse ? Aucune ! Ni pour les élèves, ni les enseignant·es, ni pour le ministère ! La seule conséquence de cette demande sera de provoquer des risques psychosociaux pour les enseignant·es, qui n'en finissent plus de perdre le sens de leur métier.

Ce qui est demandé répond exactement à la définition d'un « travail inutile » (ou « bullshit job »), selon le concept popularisé par l'anthropologue David Graeber, qui désigne une forme d'emploi tellement superflue ou absurde que le salarié lui-même peine à lui trouver une justification.

L'objectif affiché par le ministère concernant ces évaluations est de piloter le système éducatif. Or, lorsque l'on veut évaluer un système éducatif, on procède à des analyses sur un panel représentatif. **Le panel n'est-il pas suffisamment large avec l'ensemble des académies, même si on y retire celle de Toulouse ?** Il semblerait que si, puisque le ministère n'a pas attendu Toulouse pour publier ses résultats.

Les enseignant·es rejettent les évaluations nationales et leur principe, et n'en retirent que peu d'intérêt dans leur pratiques évaluatives et de classe. Avec cette demande hors-sol, **le niveau de rejet ne fait qu'augmenter** et la situation devient complètement absurde, générant des risques psychosociaux.

La FSU-SNUipp s'est toujours opposé à ces évaluations nationales, qui n'ont été conçues que dans le but de contraindre et uniformiser les pratiques enseignantes, remettant ainsi en cause le principe de liberté pédagogique. La FSU-SNUipp 81 réitère son exigence de laisser libre les collègues concernant la passation et la saisie de ces évaluations et réaffirme son soutien à toutes les personnes qui subiraient des pressions.

A Albi, le 19 novembre 2026